

10 octobre 2003 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la coopération euro-méditerranéenne et euro-marocaine, l'attribution de bourses aux étudiants étrangers venant étudier dans les pays développés, et le tourisme au Maroc, Tanger le 10 octobre 2003.

Monsieur le Conseiller de Sa Majesté,
Madame, Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président de l'Université de Tanger-Tétouan,
Monsieur le Recteur,
Monsieur le Gouverneur,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames, Messieurs,

Je souhaite tout d'abord exprimer après vous, Monsieur le Recteur, toute ma gratitude à Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour l'accueil extraordinaire qu'il m'a réservé, ainsi qu'à mon épouse et à la délégation qui m'accompagne. Par-delà Sa personne, c'est au peuple marocain tout entier, dont les témoignages exceptionnels d'amitié me vont droit au coeur, que s'adressent bien sûr mes remerciements les plus chaleureux.

Je suis reconnaissant à Sa Majesté de m'avoir ouvert les portes de ce magnifique Palais Marshane et permis cette rencontre avec un certain nombre de jeunes Marocaines et Marocains à qui j'ai envie aujourd'hui de parler de l'avenir. Cet avenir, qui nous est commun, s'inscrit dans la perspective plus large, comme l'évoquait à l'instant le Recteur, de cet espace euro-méditerranéen que nous souhaitons édifier ensemble afin que ce qui fut le creuset de nos civilisations se transforme en espace de paix, de stabilité et de prospérité partagées.

Mon message au peuple marocain, à sa jeunesse est avant tout un message de confiance. Confiance dans les réformes historiques engagées sous la conduite de votre Souverain et qui vont, c'est ma conviction, permettre au Maroc de se transformer, de concilier modernité et tradition, et d'ancrer solidement l'esprit de progrès dans votre pays. Mon message est aussi, bien sûr, celui du soutien de la France à cette oeuvre réformatrice dans laquelle vous avez, chacune et chacun d'entre vous, un rôle essentiel à jouer. Mon message est enfin celui de l'espoir de voir le Maghreb tourner le dos à la discorde et se consacrer avec détermination au seul dessein qui vaille aujourd'hui : la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et pour la consolidation de l'état de droit. Les voies de la modernité sont multiples. Votre choix résolu d'emprunter celle de l'ouverture vers l'Europe ne nous laisse bien sûr pas indifférents. Tout à l'heure, je me suis rendu sur le site du nouveau port de Tanger-Méditerranée, qui sera bientôt le plus moderne de la Méditerranée et qui incarne votre volonté d'échanges avec cette rive européenne qui vous fait face et qui naturellement vous attire. Ce n'est pas un choix nouveau de votre pays mais bien son orientation naturelle, et c'est naturellement ici, à Tanger, qu'elle trouve sa pleine expression.

Tanger, lieu de séparation entre deux continents, mais surtout lieu de convergence et de rencontre, à deux pas de ces Colonnes d'Hercule qui, dans les temps antiques, bornaient le monde connu et l'inconnu.

Ici, depuis toujours, se mêlent les croyances et les hommes. D'ici sont partis des conquérants, Tariq ibn Ziad, dont le Détroit porte le nom, des voyageurs célèbres, comme Ibn Batouta, dont les narrations ont fasciné tant de générations. Ici arrivaient les Ambassades qui allaient visiter les Sultans. L'une d'entre elles eut Delacroix pour peintre mémorialiste ! Le Maroc fit ainsi irruption dans l'imaginaire occidental. Longtemps après, Matisse le suivit à Tanger. Son génie y capta cette lumière de l'Afrique qui éclaire l'Europe.

Si, pendant de longues années, cette ville fut internationale en raison de son statut imposé, elle fut aussi un haut lieu du nationalisme marocain, inscrit à jamais dans la mémoire par le discours qu'y prononça le Sultan Mohamed V, en avril 1947. Aujourd'hui, les grandes interrogations du Maroc sur son avenir, son ambition de modernité, d'ouverture, d'intégration régionale, son ambition aussi d'un grand espace méditerranéen y résonnent d'un écho particulier.

A la jeunesse marocaine, qui doit faire vivre cette ambition du Maroc, et ici, à Tanger, ville s'il en est, de rencontre et d'échanges, c'est de dialogue que je voudrais parler.

Le dialogue d'abord entre les cultures, pour que triomphe la vision d'harmonie et de progrès qui est au cœur des grandes religions, pour ne pas donner prise aux discours des faussaires de l'exégèse, pour que le versant occidental de la Méditerranée demeure à l'abri des conflits qui l'affectent à l'orient. Quel éclatant démenti le Maroc apporte chaque jour à ceux qui tiennent pour inexorable le choc des civilisations ! Le Maroc, terre de tolérance qui, depuis toujours, s'enrichit du meilleur de toutes les cultures qui l'approchent. Le Maroc qui, entre Atlantique et Méditerranée, entre Afrique et Europe, entre Orient et Occident, a su forger son identité en pratiquant cette vertu qui constitue aussi votre meilleur atout : l'ouverture au monde. Le Maroc qui récuse la violence aveugle, comme on l'a vu après les attentats odieux de Casablanca, avec le sursaut unanime du peuple marocain et sa volonté de se dresser contre le fanatisme et le terrorisme.

Le dialogue, ensuite, entre tous les pays de la région, pour donner un nouveau souffle au partenariat engagé à Barcelone en 1995. Parce que le développement, l'éradication de la pauvreté, la formation, sont les meilleurs antidotes à l'ignorance et à la frustration dont le fanatisme se nourrit. Parce que c'est en redonnant à l'Homme dignité et espoir qu'il sera possible d'instaurer la stabilité qui permettra aux Etats de coopérer et aux talents de s'épanouir. Le dialogue enfin pour faire revenir la paix dans les régions du monde meurtries par des conflits où se creuse chaque jour davantage le fossé de l'incompréhension, de la peur et de la haine. Je pense tout particulièrement au Proche-Orient. La route sera longue entre Israéliens et Palestiniens, avant que l'entente ne succède à l'affrontement. J'ai rappelé hier à Fès les étapes nécessaires d'une paix juste et durable dans cette région.

Promouvoir le dialogue, c'est le sens des efforts de la France, qui plaide, auprès de ses partenaires de l'Union, pour que la dimension euro-méditerranéenne soit au cœur même de la construction européenne. La France qui, vous le savez, soutient de toutes ses forces la conclusion d'un " statut avancé " pour le Maroc, comme l'a souhaité Sa Majesté le Roi, Mohammed VI, un statut qui améliore considérablement sa relation, la relation du Maroc avec l'Europe.

Si je suis venu vous parler de notre avenir méditerranéen, c'est parce que la jeunesse a besoin d'être éclairée et rassurée, et parce que notre espace euro-méditerranéen peut offrir ce grand projet fédérateur et mobilisateur qui permettra de répondre à vos attentes légitimes. La jeunesse marocaine, comme celle de tous les pays, déborde d'enthousiasme, d'énergie, de générosité. Elle fait souvent le rêve d'un monde meilleur, fraternel, juste. Un monde en paix. Elle est aussi, j'en suis sûr, traversée par les mêmes doutes sur l'avenir et sur sa capacité à pouvoir s'épanouir librement.

A vous toutes et tous je voudrais dire ma conviction : c'est une grande chance qui s'offre à vous. Vous êtes la jeunesse d'un pays dont le jeune souverain, résolument tourné vers l'avenir, est à l'écoute de vos préoccupations. D'un pays qui approfondit, avec sagesse et courage, sa pratique de la démocratie. D'un pays doté de l'assurance que confère une longue histoire et la foi dans ses valeurs. D'un pays pionnier dans la grande aventure euro-méditerranéenne. D'un pays qui croit à l'intégration régionale, déjà engagé dans la constitution d'une zone de libre-échange avec ses partenaires de l'Union méditerranéenne.

ses partenaires de l'accord d'Agadir.

Mes chers amis,

Le Maroc et la France ont été ensemble à l'origine du processus de Barcelone, lancé en 1995, sous présidence espagnole de l'Union européenne. Nous avons établi, d'abord à 27 et désormais à 35 pays, un partenariat politique et de sécurité, un partenariat économique et financier, un partenariat dans les domaines sociaux, culturels et des relations entre les hommes. Tous n'ont pas connu les mêmes progrès, et les hésitations, les retards, suscitent légitimement lassitude et perplexité. C'est humain. L'Europe ne risque-t-elle pas de manquer son rendez-vous méditerranéen ? Son attention tournée vers l'Est, ses engagements en Méditerranée ne risquent-ils pas, en quelque sorte, d'en pâtir ?

Regardons plutôt la marche des événements. Après la chute du mur de Berlin, l'Europe devait se retrouver. Cette étape historique est en voie de s'achever et, après la Convention, la Conférence intergouvernementale, actuellement engagée, travaille à rendre l'Union plus compréhensible pour ses citoyens et plus efficace dans son fonctionnement. Mais l'intégration de nouveaux membres n'exclut pas, bien au contraire, de construire avec nos partenaires du Sud. La Méditerranée n'est-elle pas depuis toujours notre prolongement naturel ?

Le processus de Barcelone offre ce forum unique, où tous les pays du pourtour méditerranéen, malgré les divergences et les conflits, continuent de se rencontrer et où nous pouvons approfondir un dialogue politique que de nouvelles menaces, terrorisme, prolifération des armes de destruction massive, trafics de toute nature, rendent chaque jour encore plus nécessaire.

Procédons à des échanges réguliers dans le domaine de la politique étrangère de sécurité et de défense. Ouvrons progressivement la voie à des actions de coopération dans le cadre de la prévention des conflits et de la gestion des crises. Engageons des mesures de confiance. Voyons comment nous pouvons mettre en place une organisation collective de sécurité pour l'ensemble de la région. Relançons les discussions sur la Charte euro-méditerranéenne de paix et de stabilité, proposée naguère par la France.

A la prochaine conférence euro-méditerranéenne de Naples, nous soutiendrons la mise en place d'une Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne consultative. Une telle Assemblée, qui devrait réunir les élus des 35 Etats partenaires, offrira une enceinte naturelle au dialogue et renforcera la recherche de la stabilité et de la paix dans la région.

Notre partenariat euro-méditerranéen doit permettre de lutter ensemble et efficacement contre tous les trafics, trafics de drogue et d'êtres humains, qui mettent en péril toutes les sociétés.

Votre pays est particulièrement concerné par ces deux fléaux, même s'il n'est pas hélas le seul à en souffrir. La culture du cannabis, contre laquelle le Maroc lutte avec sévérité, et je tiens à l'en remercier, a pris des proportions inquiétantes. De par sa situation géographique, votre pays est aussi à la confluence d'importants réseaux d'immigration illégale. Notre partenariat doit contribuer à préserver notre espace euro-méditerranéen de toutes ces menaces et anarchies. Au Maroc, l'Agence de développement des Provinces du Nord est engagée dans une entreprise volontariste et durable. Elle recevra, je vous le dis, de l'Europe, tout l'appui nécessaire.

Dans le domaine économique et social, l'élargissement de l'Union européenne ne saurait nous détourner de la question cruciale du développement de la rive Sud. Quand nous parlons de prospérité partagée, nous mesurons l'ampleur des défis à affronter. Nous savons qu'il faut créer dans vos pays près de 100 millions d'emplois à l'horizon 2020 pour juguler le fléau du chômage. Nous n'ignorons pas que votre région ne reçoit encore que 3,5 % des flux d'investissements qui se dirigent vers les pays en développement.

En dépit de la dynamique de réforme et d'accroissement des échanges imputables aux accords d'association et aux soutiens financiers de l'Union, ce constat appelle à l'évidence, le renforcement de nos efforts. Les réformes souhaitables, dans tous les domaines, doivent bénéficier du soutien actif de l'Union européenne.

Le volet économique et financier de la Déclaration de Barcelone demeure l'élément le plus visible de notre partenariat. De 1996 à 2006, ce sont 20 milliards d'euros au titre des fonds MEDA et des prêts de la Banque européenne d'Investissement qui auront été mobilisés. C'est beaucoup. Le Maroc en est à la fois le premier bénéficiaire et le premier utilisateur. C'est là la meilleure

preuve que vous êtes sur la bonne voie et que vous commencez à récolter les dividendes de vos efforts de réforme. Vos résultats en matière d'attraction des investissements étrangers, et notamment français, qui classent le Maroc dans la catégorie des pays les plus performants de la région, montrent que vous êtes en train de gagner la confiance des entrepreneurs mondiaux et notamment européens.

Certes, tous ces acquis demeurent en deçà de ce qui est exigé pour affronter les immenses défis lancés à la région. C'est pourquoi l'intensification de l'aide, elle-même soutenue par l'action réformatrice des pays partenaires et leur participation aux mécanismes de décision, est évidemment indispensable. Elle doit être accompagnée par un plus grand effort d'imagination dans les techniques et méthodes de financement des projets et aussi une simplification plus grande des procédures d'octroi des ressources. La France, sachez le, y veille tout particulièrement.

Tout ceci montre que la logique de l'assistance est une logique révolue. Désormais, c'est celle du partenariat qui prévaut. Elle se fonde sur une responsabilité partagée, une ambition et une vision communes.

Il est également un domaine où nous devons aller plus loin : celui des échanges entre les hommes et les cultures, qui constituent une réalité quotidienne mais que notre partenariat a, jusqu'à présent, laissé un peu en jachère. Nous devons tirer le meilleur parti des liens étroits entre chefs d'entreprises, syndicats, experts, représentatifs de nos sociétés civiles. Nous devons aussi mettre en oeuvre une politique de circulation des personnes, maîtrisée par les Etats, pour permettre la respiration nécessaire qu'appelle l'imbrication croissante de nos populations et de nos économies. Là encore, nous devons faire preuve d'une responsabilité partagée, pour préserver les intérêts de nos communautés régulièrement établies, et pour cela mener ensemble et intensifier la lutte contre toutes les formes d'immigration clandestine.

Le rapprochement des sociétés et des cultures renforcera la protection des Droits de l'Homme. Leur respect et leur développement actif sont au coeur de notre entente, ainsi que le stipulent les accords d'association entre nous. Mais cette perspective ne prendra tout son sens que si elle est portée par une politique de l'Union, à la fois exigeante et incitative, en direction de ses voisins. Au-delà du dialogue élargi entre les sociétés civiles, il faut inciter les Etats partenaires à renforcer systématiquement la promotion des droits de l'Homme dans les programmes de coopération et à mettre en place, avec la Commission européenne, une procédure d'évaluation des progrès réalisés. Là aussi, le Maroc donne le bon exemple, avec des mesures et avec des décisions courageuses. La conclusion récente du débat sur le statut de la femme laisse présager des avancées significatives dans la réforme du code du statut personnel.

Mes chers amis,

Le processus de Barcelone ne doit pas être perçu comme une construction plaquée artificiellement sur une réalité qui serait obstinément rebelle. C'est pourquoi la France a proposé que des pays partenaires de la rive sud puissent engager avec l'Union européenne des coopérations privilégiées. Je souhaite que la Conférence euro-méditerranéenne de Naples adopte ce principe de partenariat renforcé avec le Maghreb, facilitant ainsi une évolution absolument nécessaire.

Plus d'Europe signifie plus d'intégration régionale, en particulier pour le Maghreb. Le dialogue "5 + 5" peut y contribuer. L'intégration économique de votre région est essentielle. Elle répond à l'attente des peuples. Et l'entente algéro-marocaine en est la clef. Je suis convaincu qu'un dialogue patient permettra de lever les obstacles que nous connaissons et d'ouvrir des horizons qui semblaient jusqu'à présent hors de portée.

Avec le lancement de la politique de " nouveau voisinage ", l'Union européenne a décidé d'accorder une attention particulière et prioritaire à ses voisins immédiats. Cette initiative répond à l'ambition du Maroc de bénéficier d'un statut avancé que résume si bien la formule, je crois de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, " moins que l'adhésion, mais plus que l'association ".

L'initiative " nouveaux voisins ", qui propose de définir un plan d'action, assorti d'une aide renforcée, avec ceux des partenaires les plus engagés et les plus déterminés, lui offre une base

solide. Je souhaite que votre pays en soit le premier bénéficiaire. Nouveau voisinage et statut avancé pour le Maroc conforteront le processus de Barcelone.

Demain, conformément à notre accord d'association, nos efforts porteront sur trois points : la libéralisation de l'agriculture, secteur sensible, complexe, lourd d'enjeux et la libéralisation des services, où la question de la liberté de circulation des personnes ne sera pas éludée et la facilitation des échanges. Autant de nouvelles étapes qui ouvriront la voie à une intégration progressive du Maroc dans le marché unique européen élargi. Cette relation s'inscrira elle-même dans un cadre plus large : le projet de zone de libre échange Euromed, nouvelle frontière d'une ambition collective partagée par les pays du pourtour méditerranéen.

Le Maroc est au cœur du projet euro-méditerranéen. Il en est l'un des pionniers les plus ardents. Il est l'un de ceux qui a poussé le plus loin ce partenariat dont nous avons l'ambition pour toute la région, et sur lequel nous fondons, vous et nous, de grandes espérances.

Nous travaillons ensemble à lui donner un nouveau souffle, à le faire progresser dans toutes ses dimensions, au service de la paix et de la coopération, au service, bien entendu, de nos jeunes et de leur avenir. Voilà le message que je suis venu vous porter ici, à Tanger. Une ville qui avec Marseille, Barcelone, Gênes, Venise, Athènes, Alexandrie, Alger, Tunis, Beyrouth, et tant de grandes cités, où s'est forgée notre identité, où s'est façonnée cette civilisation méditerranéenne caractérisée par l'échange, l'esprit de dialogue, la tolérance et l'enrichissement au contact de l'Autre.

Mesdames, Messieurs, mes chers amis, je vous remercie.

QUESTION - Monsieur le Président, Madame, honorable assemblée, ma question porte sur le programme de développement euro-méditerranéen, plus connu sous le nom de MEDA. Ainsi, il ne peut y avoir de programme de développement sans garantir une totale liberté de circulation des personnes et des biens. Or, cette dernière est garantie dans le sens européen vers la côte sud de la Méditerranée mais il n'en est pas de même dans l'autre sens. Ceci a pour but d'entraîner le développement de l'immigration clandestine avec les fâcheuses conséquences qu'on lui connaît. Ne croyez-vous pas, Monsieur le Président, qu'il y a là une réflexion à faire concernant le partenariat euro-méditerranéen ? Merci.

LE PRESIDENT - Vous avez sans aucun doute raison. Ce que vous dites, si on veut avoir une libre-circulation des biens dans les deux sens, il faut aussi viser une libre-circulation des personnes. C'est un problème permanent. L'Europe a mis de très longues années pour le résoudre en son sein, pour effacer ses frontières petit à petit. Naturellement, pour ce faire, elle a d'une part, donné les libertés mais d'autre part, les Etats se sont engagés à accepter un certain nombre de disciplines. La plus importante d'entre elles, étant, bien entendu, le fait de pouvoir, le cas échéant et lorsque la justice le justifie bien sûr, renvoyer des gens qui, pour une raison ou pour une autre, étaient ou avaient commis des actes répréhensibles au regard de la loi du pays où ils se trouvaient.

Donc il n'y a pas en réalité de libre-circulation qui ne s'accompagne d'accords entre les Etats sur ce point. C'est une première étape indispensable. L'Europe l'a fait, c'est tout le problème qu'elle discute en ce moment avec un pays comme la Russie ou avec d'autres pays qui sont autour d'elle, c'est-à-dire plus exactement autour de ce que nous appelons la zone de Schengen, c'est-à-dire la zone de libre-circulation au sein de l'Europe, qui ne comporte d'ailleurs pas tous les pays européens. C'est également ce que nous faisons avec les pays qui nous entourent et notamment avec les pays du Sud de la Méditerranée et nous progressons. Nous progressons, cela se traduit notamment par un nombre croissant de visas qui sont accordés mais, surtout, par la discussion approfondie avec chacun de ces pays, entre l'Europe et chacun de ces pays, de mesures qui permettent d'organiser, de pacifier ces échanges de façon à ce qu'il n'y ait pas d'abus. Je veux dire qu'on ne profite pas de ces dispositions dans un sens ou dans l'autre pour avoir des trafics de toutes natures. Et quand ils sont déterminés, quand ils sont avérés, prouvés, il faut évidemment pouvoir avoir les moyens de sanctions nécessaires, c'est-à-dire le renvoi des personnes en question.

On progresse, on progresse actuellement dans le meilleur esprit et je pense que cela devrait petit

a petit devenir une règle qui s'imposera sur l'ensemble de nos pays.

QUESTION - Merci, Monsieur le Président de la République française, Mesdames, Messieurs, honorable présence. C'est un grand honneur d'être présent ici avec vous à Tanger, ville historique du royaume du Maroc. Et merci, Monsieur le Président de nous consacrer un peu de votre temps, très précieux pour nous, la jeunesse marocaine.

Si vous me permettez, Monsieur le Président, j'ai une question à vous poser. La première partie de cette question est la suivante : quel rôle peut jouer le Maghreb dans l'Europe unie. Et la deuxième partie de cette question : est-ce que vous pensez que le Maghreb forme une ligne intérieure de locomotive, de concertation et de dialogue entre les pays du Nord et les pays de la rive sud-méditerranéenne ? En vous souhaitant un agréable séjour, je vous remercie, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Je crois que ce sont là deux questions tout à fait essentielles. L'Europe d'abord, et ses relations avec le Sud. L'Europe a commencé au lendemain de la guerre et pour essayer d'effacer les conséquences des conflits qui traditionnellement l'affrontaient, l'Europe a commencé à 6 pays, 3 grands pays, l'Allemagne, l'Italie et la France et 3 pays moins grands, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg. Le processus était engagé et petit à petit, l'Europe s'est élargie. Il y a eu de longs débats sur le point de savoir si l'élargissement était compatible avec l'approfondissement, c'est-à-dire si l'Europe telle qu'elle existait pouvait renforcer en permanence ses liens tout en s'élargissant, en se diversifiant. Elle a relevé ce défi. Elle s'est élargie très rapidement, elle est montée à 12, à 15 et maintenant elle est à 25. Demain, elle sera à 27 et après-demain 30 ou 35, c'est-à-dire l'ensemble des pays européens.

Il est tout à fait évident que cet élargissement avait essentiellement pour objectif la paix, c'est-à-dire l'enracinement de la paix. Sortir d'une période historique très longue où les affrontements étaient permanents entre les pays européens, les rendre impossibles et enraciner la démocratie. Faire en sorte que pour ces pays qui avaient souvent été marqués par des dérives autoritaires, préjudiciables d'ailleurs à la tranquillité de l'ensemble européen, cela ne soit plus possible et que nous ayons une démocratie enracinée. C'était les deux objectifs essentiels de la création puis de l'élargissement de l'Union européenne. Venait ensuite naturellement le fait de créer un grand marché et d'encourager le développement économique, la prospérité et par voie de conséquence, le progrès social.

Cet élargissement a très rapidement fait apparaître que l'Europe ne pouvait pas rester simplement sur elle-même et que la Méditerranée, qui avait souvent été un élément de division ou un fossé entre nous, devait devenir en réalité un pont, un trait d'union. Et que l'histoire de l'homme et l'intérêt de l'avenir c'était d'associer les capacités et les possibilités du Nord et du Sud de la Méditerranée. Bien entendu, il est rapidement apparu que dans une conjoncture qui était difficile, notamment en raison du conflit au Proche et au Moyen-Orient, l'élément clé d'un rapport renforcé, fraternel entre l'Europe et le Sud de la Méditerranée, c'était le Maghreb. Et par conséquent, tout ce qui allait dans le sens, d'une part de l'union du Maghreb et d'autre part, d'une synthèse et de l'union entre le Maghreb et l'Union européenne, allait dans le bon sens et pour tout le monde. Toujours avec cet objectif permanent qui était celui voulu par les pères de l'Europe, c'est-à-dire l'enracinement de la paix et de la démocratie, rendre les dérives antidémocratiques impossibles et les guerres impossibles.

Dans cet élargissement, le Maghreb, vous l'évoquez, a un rôle essentiel à jouer, alors il faut qu'il fasse aussi un effort. C'est un peu l'effort que nous avons dû faire, nous, au sein de l'Europe quand il a fallu, au lendemain des deux guerres mondiales qui ont marqué le 20^e siècle, faire de l'Allemagne et de la France deux frères qui avaient tout oublié et qui n'ont que de bonnes intentions les uns vis-à-vis des autres. Permettez-moi de vous dire que ce n'était pas si évident, ni si facile. Mais on a réussi. Il a fallu naturellement quelques décades, mais on a réussi et c'était bien là l'essentiel. Surmonter les divisions, même lorsqu'elles étaient aussi profondes, aussi viscérales que celles qui avaient pu exister et qui ont existé si longtemps entre l'Allemagne et la France. Ce qui a été possible entre l'Allemagne et la France, malgré les décades et les décades, les siècles de guerre et de haine, doit être possible entre tous les pays. Et cela suppose, naturellement, ie le répète, au'à la main tendue au-dessus de la Méditerranée par l'Europe au

naturellement, je le répète, que c'est la main tendue et l'effort de la méditerranée par l'Europe et le Maghreb, le Maghreb, à son tour, fasse aussi l'effort nécessaire pour réaliser une union, qui est une union naturelle, qui ne se fera pas du jour au lendemain, j'en ai bien conscience mais qui est dans la nature des choses et dans l'intérêt des gens.

Alors vous me dites que le Maghreb pourrait, dans ce contexte, être la locomotive entre le Nord et le Sud, notamment le Nord et le Sud de la Méditerranée mais plus largement entre les conceptions du Nord et les conceptions du Sud. Evidemment oui, le Maghreb a une particularité, le Maghreb, ce n'est ni le Nord tout à fait ni le Sud, le Maghreb est séparé du reste de l'Afrique par le Sahara, le Maghreb a une histoire, une tradition, une culture très forte et qui n'est pas celle du Sud ni celle du Nord mais qui, en revanche, connaît à la fois toutes les ambitions, qui peut assumer toutes les responsabilités des pays les plus développés du Nord tout en connaissant et en comprenant les problèmes et les contraintes qui sont assumées par les pays du Sud. Et à ce titre, le Maghreb peut être un élément charnière et un élément locomotive, pour reprendre votre expression, entre le Nord et le Sud. C'est, en tous les cas, ce que je ressens pour ma part et ce que je souhaite.

QUESTION - Monsieur le Président, tout d'abord, merci à vous et à votre épouse et à la délégation qui vous accompagne pour cet honneur que vous accordez aux jeunes Marocaines et Marocains.

Dans le cadre d'un développement durable et des échanges culturels, est-ce que vous pouvez nous expliquer dans cette dernière année une absence, si on ne veut pas dire une rareté, des bourses et des stages offerts en faveur des étudiants du troisième cycle ou bien des étudiants qui préparent leur doctorat. Est-ce que cette absence de bourse a des raisons, d'après vous ? Si l'on veut faire par exemple une comparaison avec les autres pays, comme l'Espagne, on trouve plusieurs bourses qui sont offertes, alors que la bourse française la plus haute est celle de la région Alpes-Côte-d'Azur.

LE PRESIDENT - Vous me posez une question très technique et particulière, je n'ai pas tous les éléments de réponse, mais peut-être que le ministre délégué à l'Enseignement scolaire a ces éléments de réponse.

M. XAVIER DARCOS - Je vous remercie, Monsieur le Président de me permettre de répondre à une question difficile. C'est le problème des bourses en général et ce n'est pas seulement celui du Maghreb. C'est celui de beaucoup de pays avec qui nous avons eu des coopérations notamment des coopérations renforcées. Mais c'est vrai qu'il faudrait que nous fassions peut-être un petit effort supplémentaire en matière de bourses universitaires. Nous y avons intérêt, d'autant que lorsque les étudiants arrivent à des niveaux de second et troisième cycles, ils risquent d'être tentés par d'autres pays et qu'il est dans notre intérêt aussi, à nous Français, que les futurs ingénieurs du Maroc soient formés en France.

Donc si vous m'en donnez l'autorisation, Monsieur le Président, je pourrais peut-être dire que nous allons faire un effort.

LE PRESIDENT - Je voudrais profiter de cette question et de cette réponse, je l'espère, encourageante, pour faire une réflexion plus générale que j'adresse aux jeunes et notamment aux jeunes qui souhaitent obtenir des bourses. Je la fais volontiers ici, précisément parce qu'elle n'est pas applicable à la situation, très peu applicable à la situation du Maroc, mais qu'elle est applicable à la situation de beaucoup de pays du sud.

Les bourses, notamment dans les pays sous-développés, je ne parle pas en ce moment du Maghreb mais des pays qui, en Afrique, au sud du Sahara, en Asie, en Amérique latine connaissent des conditions de vie et d'éducation extrêmement précaires.

Alors un certain nombre de pays leur offrent des bourses, des bourses plus ou moins nombreuses. C'est vrai des pays européens, c'est vrai des Etats-Unis, c'est vrai de l'Australie, c'est vrai d'autre pays. Alors quelle est la réalité des choses ? C'est que ces pays qui offrent des bourses font venir chez eux pour leur formation des garçons et des filles qui viennent se former, qui généralement sont sélectionnés donc sont à priori parmi les meilleurs, qui viennent se former, qui au terme de leur formation obtiennent un diplôme en Europe, aux Etats-Unis, en Australie, ou ailleurs.

Mais qu'est-ce qu'il se passe, ils ne rentrent pas chez eux. Ils ne rentrent pas chez eux parce qu'ils trouvent sur place des situations très supérieures sur le plan matériel à celle qu'ils pourraient trouver dans des pays sous-développés. Je le répète, je ne parle pas en ce moment du Maghreb, qui est un exemple à part, mais je profite de la question pour soulever le problème. Et ainsi, ces pays perdent petit à petit leurs intelligences au profit d'autres qui restent dans les pays d'accueil. C'est extrêmement dangereux, c'est une forme de traite et il faut donc y être attentif et faire attention. C'est pourquoi je milite depuis longtemps, avec un succès modeste, pour que les bourses soient assorties pour ceux qui en bénéficient d'une obligation de retourner chez eux pour y exercer leur métier ou de rembourser tout ou partie de ce qu'a coûté la bourse.

Parce que rien n'est plus dangereux que de voir un pays perdre ses éléments les plus intelligents ou les mieux formés au profit des pays développés. C'est le meilleur moyen d'approfondir et d'enraciner le sous-développement dans ces pays. Alors je le répète, ça n'a aucun rapport avec les problèmes du Maroc ou du Maghreb, mais c'est une réflexion qui doit être présente à l'esprit de chacun, ne pas permettre aux pays riches d'aspirer, en quelque sorte, l'intelligence des pays pauvres.

QUESTION - Je voudrais savoir, s'il vous plaît : que pensez-vous du tourisme marocain et de l'avenir de notre tourisme puisque je suis étudiante en tourisme ?

LE PRESIDENT - Le Maroc est un pays privilégié pour le tourisme, je suis moi-même un touriste convaincu et permanent du Maroc. Je viens volontiers y passer des moments de détente ou de loisirs. Vous observerez d'ailleurs que c'est une réaction que je partage avec un très grand nombre de Français puisque les Français sont très nombreux à venir au Maroc. Et j'observe qu'après les événements du 11 septembre aux Etats-Unis, il y a deux ans, il n'y a pratiquement pas eu de baisse du nombre des touristes français, le ministre du tourisme me le précisait, au Maroc. Pourquoi ? Parce que le Maroc a des qualités tout à fait exceptionnelles dans le domaine touristique, dans d'autres aussi naturellement, mais notamment dans le domaine touristique. Des sites exceptionnels, parmi les plus beaux du monde, un accueil également tout à fait extraordinaire et une gentillesse de la part de la population, un équipement hôtelier surtout, des échelons les plus modestes jusqu'aux plus prestigieux. Donc le tourisme est sans aucun doute une carte importante du Maroc qui l'a beaucoup développé. Beaucoup peut encore être fait. Le Maroc est une destination touristique naturelle et en dehors des avantages que cela peut représenter pour les touristes qui viennent bénéficier de l'accueil du Maroc ou pour le Maroc qui en tire des profits de nature économique, bien entendu. Outre cela, c'est évidemment dans le domaine du dialogue des cultures l'un des meilleurs moyens de faire progresser une meilleure compréhension entre les hommes, d'effacer un certain nombre de préjugés ou d'idées fausses. Le tourisme, au-delà de l'agrément qu'il représente, des ressources qu'il peut permettre de donner au pays qui en bénéficie, est un élément important du dialogue des cultures et des civilisations.

Alors je souhaite que le Maroc continue à être longtemps cet endroit privilégié pour ce qui concerne le tourisme dans le monde entier.

Je vous remercie.